



Résistances

ATTAC Biterrois

enkidou@club-internet.fr

Réunions les 1^{er} et 3^{ième} vendredis du mois à Béziers.

18h30, 30 avenue Victor Hugo, Béziers.

Renseignements

Alain 06 23 79 36 76

ATTAC Jaur Sommail

Lacigale-stpons@wanadoo.fr

Réunions le 2^{ième} mercredi de chaque

mois au tabac La Cigale (Route de Castres à Saint Pons) à midi et demi.

Renseignements

Pierre 04 67 97 17 88

Permanence mercredi sur le marché de Saint Pons

ATTAC Bédarieux

Réunions le 2^{ème} jeudi de chaque mois.

Renseignements

Denis : 04 67 95 14 99

Ou : attachscantons@orange.fr

SITE ATTAC BEZIERS :

<http://attacheziers.free.fr>

IRLANDE, NO !

**Quand le peuple est consulté,
il répond.
Écoutons-le !**

Le 12 juin, le peuple irlandais a rejeté par référendum le traité de Lisbonne. Attac demande aux différents gouvernements européens de respecter sa décision souveraine. Il serait catastrophique que les gouvernements européens tournent encore une fois le dos à l'expression populaire. Ce résultat, tout comme ceux du 29 mai 2005 en France et du 1^{er} juin 2005 aux Pays-Bas, apporte la preuve que la construction européenne actuelle manque totalement de légitimité populaire.

Au sein de l'Union européenne, les Irlandais sont les seuls à avoir eu le droit de se prononcer par référendum. Les Français en ont été privés par la décision du président de la République de faire ratifier le traité par voie parlementaire. Pourtant, de l'avis même de ses rédacteurs, ce texte est la copie conforme de celui qui avait été rejeté en 2005. Il renforce encore un peu plus l'orientation néolibérale de l'Union européenne.

Le résultat du référendum en Irlande doit être l'occasion d'un grand débat public sur la construction européenne. Le réseau des Attac d'Europe demande qu'un nouveau traité européen soit élaboré par une assemblée élue directement par les citoyens et adopté par référendum dans chaque État membre.

Nous voulons une Europe démocratique, répondant aux exigences sociales, écologiques et de solidarité avec les pays du Sud. L'avenir de l'Europe ne peut pas se construire dans le dos des peuples mais dans le respect de leurs aspirations et de leur volonté.

Idée de cadeaux pour Noël 2008 !



Résistances est un art collectif. Supplément à Ligne d'ATTAC.
Envoyez vos articles pour le prochain journal à serge.rec@free.fr
ou à A Fauré, 19 chemin du Mas Bouran, 34290 Servian

LA HAINE DE 68

Enfin, « ils » osent dirent tout haut, sous la conduite de leur chef, leur haine profonde de 68....

C'est bien .C'est dans l'ordre des choses. Mais curieusement, ils ne s'en prennent qu'à « l'écume », à la périphérie du mouvement, comme s'ils n'osaient pas encore viser au cœur. Ils attaquent la libéralisation des mœurs, la remise en cause de l'autorité et l'affirmation d'un individualisme sans limite, sur lequel prospère pourtant le marché qu'ils vénèrent. Ils savent bien, pourtant que l'individu, en soi, sans attache syndicale, politique, idéologique est un «client-roi» voulu par les sorciers du « marketing ». Ils savent bien pourtant que 68 a concouru à transformer les citoyens en consommateurs dociles. Ils ne peuvent haïr cela, les serviteurs du marché, les adorateurs de la finance mondialisée.

En réalité ce qu'ils haïssent dans 68 mais ils n'osent pas encore le dire, c'est la grève générale et les conquêtes sociales qui en ont découlé. La plus grande grève de l'histoire du pays : la France est couverte de comités de grève où l'unité vivante entre paysans-ouvriers -étudiants vibrait au rythme de l'espoir de changement qui s'inscrivait dans un mot d'ordre politique: 10 ANS CA SUFFIT!

C'est qu'ils ont eu peur, les nantis d'alors et cela explique leur haine d'aujourd'hui et leur désir de revanche.

Comme ils ont haï 36 au point pour beaucoup d'entre eux d'accueillir Hitler avec soulagement. Pourtant en 68, « ils » ont dû lâcher peu de choses en comparaison des congés payés, des conventions collectives, des 40 heures, des allocations familiales de juin 36. Grenelle ne fut pas Matignon !

La 4ème semaine de congés payés, la section syndicale d'entreprise et le doublement du SMIC (annulé par l'inflation qui dans ce cas, pour eux, fut la bienvenue!) c'est tout...mais cela ne fait rien, «ils» ont la haine parce qu'ils ont eu "trop" peur.

Le 13 mai 68, 10 ans pile après le coup d'état de la faction gaulliste, la plus grande manifestation de l'histoire (1,5 million à Paris, des millions dans toute la France), réalise l'unité de la jeunesse étudiante et de l'ensemble de la population.

Pourtant, cela n'avait pas été simple : depuis le début du mouvement les dirigeants de la CGT et du PCF faisaient tout pour empêcher cette jonction, mais la volonté populaire de soutenir la jeunesse en mouvement contre le régime submerge tous les obstacles politiques. Dès le lendemain matin les ouvriers de Sud Aviation-Nantes occupent leur usine. En quelques heures la grève est partout, des comités de grève se forment, la parole se libère, le vent de la liberté remet toute chose en cause.

Alors, comme toujours dans de tels mouvements qui bouleversent et qui agitent toute la société comme un grand fleuve en crue, des idées justes, des idées fausses, des illusions, des absurdités des utopies- si belles-sont charriées par le flot.

Il est plus facile aujourd'hui de s'attaquer à l'écume des flots que d'expliquer pourquoi le flot a failli tout emporter.

La bonne question est : pourquoi ce mouvement formidable et magnifique débouche-t-il sur Pompidou et Giscard? De quoi pleurer!

Quelles étaient à l'époque les difficultés politiques qui ont empêché le mouvement d'aller plus loin, en cassant la Vème république et en obtenant des conquêtes sociales déterminantes?

Les contradictions étaient nombreuses. Objectivement, le mouvement posait la question du pouvoir mais beaucoup n'en étaient pas conscients, et beaucoup aussi faisaient tout pour que cette question ne soit pas posée...

La CFDT, embarquée dans un cours gauchiste (ça fait rire aujourd'hui!) surfait sur les aspirations à l'autogestion pour refuser de poser la question du pouvoir politique .Quant-à la direction de la CGT, qui se refusait à appeler à la Grève Générale, sous prétexte qu'elle était déjà là, elle ne voulait voir qu'un «mouvement revendicatif» qui devait s'arrêter avec la soi-disant satisfaction des revendications syndicales. C'est sur cette base que dès la fin mai, elle mit tout le poids de son appareil pour faire cesser la grève en faisant rentrer les salariés secteur par secteur en expliquant que les revendications étaient satisfaites et que l'on ne pouvait espérer plus.

Dans le même temps l'appareil du PCF faisait partout courir le bruit que l'armée encerclait Paris et qu'il fallait arrêter pour éviter un bain de sang.

Et lorsque De Gaulle a dissous l'Assemblée nationale (que tout le monde avait oubliée) ils se sont tous ralliés, PCF en tête, à

Attac a 10 ans !

l'idée qu'il fallait arrêter la grève pour préparer les élections, d'où le mot d'ordre parfaitement justifié dans ces circonstances « d'élections piège à cons ».

Et c'est ainsi logiquement, que les électeurs entérinant la défaite, ces élections débouchèrent sur la mise en place d'une Assemblée «bleu CRS». La grève Générale était terminée.

Cependant, ce mouvement s'inscrivait dans un contexte beaucoup plus général.

Au même moment toute l'Europe était secouée, et même aux USA , la mobilisation pour les droits Civiques, contre la guerre du Viêt-Nam s'amplifiait.

Et surtout en Europe de l'Est le printemps de Prague marquait le soulèvement des peuples contre l'oppression stalinienne.

Le PCF désapprouva l'intervention de l'armée russe d'août 68 mais ne dira rien contre la «normalisation» qui suivit.

Normalisation à Prague, normalisation à Paris... l'ordre de Yalta était sauvé...pour peu de temps...

Et alors maintenant?

Toujours avec « presque » les mêmes problèmes politiques, nous sommes. Pour résister au capitalisme sans limite qu'est le libéralisme, il faut l'unité de tous ceux qui souffrent, qui sont écrasés par ce système et des organisations qui sont censées les représenter. Ce combat est difficile, comme les derniers événements l'ont montré.

Mais ce n'est qu'un début...

François MUSELET.



Le 3 juin 1998 était publiée la plateforme d'Attac, qui donnait naissance à l'association altermondialiste et faisait suite à l'éditorial d'Ignacio Ramonet paru en décembre 1997 dans le Monde diplomatique. Cet éditorial, intitulé "Désarmer les marchés", avait été rédigé en pleine crise financière. Dix ans plus tard, c'est au cœur d'une crise encore plus grave qu'Attac fête son anniversaire.

Rien n'a changé, serait-on tenté de dire, et pourtant si : ce néolibéralisme tant vanté autrefois apparaît aujourd'hui dépouillé de ses oripeaux, discrédité au même titre que le G8, l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale, qui ont apporté au monde injustices, misères et famines. Les analyses d'Attac, en France et dans bien d'autres pays, ont contribué à démonter les rouages d'un système d'autant plus redoutable qu'il prétendait n'avoir face à lui aucune alternative.

Nos adversaires ont dans l'ensemble passé cette décennie dans la dénégation, refusant de voir l'évidence des désastres - financier, social ou écologique - qui se profilaient à l'horizon. Pendant ce temps, Attac décrivait les formes des crises à venir et proposait les manières de fonctionner autrement.

Mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, l'association a formé en dix ans des milliers de citoyens qui ont eux-mêmes fait connaître autour d'eux le vrai visage du capitalisme financier. Attac a semé des graines qui ont peu à peu germé et donné leurs premiers fruits. Certes, le combat est difficile et sera encore long, très long sans doute, mais, au bout de dix ans, le slogan qui a accompagné la naissance d'Attac n'a rien perdu de sa vérité et de l'espoir dont il est porteur : "Il s'agit tout simplement de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde."

ESSAYONS DE COMPRENDRE LA « TITRISATION »

Vous allez acheter une maison. A moins d'avoir gagné au loto, vous allez solliciter un organisme financier pour obtenir un prêt. Ce dernier vous demandera des garanties (salaires, autres revenus, apport personnel...) bref, pour un achat de 100 000

euros, vous obtiendrez au mieux 75 000 euros de prêt. Vous allez ensuite commencer par rembourser les intérêts, et très peu de capital. Ces prêts concernent aussi d'autres biens d'équipement (voitures, électroménager), sans oublier les prêts étudiants etc. etc. et certains donnent en garantie leur habitation.

Si, par exemple pour votre maison, au bout de 5 ans, vous ne payez plus, la banque aura pratiquement retouché l'intégralité des intérêts et mettra votre bien en vente pour récupérer, espère-t-elle, le capital restant dû.

Mais ces 75000 euros prêtés ne sont plus disponibles pour la banque tant que ce capital n'est pas remboursé par l'emprunteur. Certes, l'emprunteur rembourse peu à peu jusqu'à l'échéance finale, diminuant dans le temps l'immobilisation pour la banque. (Cela dépend aussi techniquement du type de contrat de prêt) Mais peu importe, pour la banque à un moment donné le total des prêts consentis sont des créances qu'elle détient mais qui ne sont pas liquides (elles ne sont pas disponibles). Or pour des raisons diverses, elle peut avoir besoin de liquidités (par exemple pour faire de nouveaux prêts à des taux plus élevés que précédemment). De plus, ces prêts représentent toujours un risque: celui de défaillance du débiteur étant le plus fort, mais existent aussi ceux liés aux taux d'intérêts, aux remboursements anticipés etc. sans oublier pour les opérations internationales, les risques de change. Aussi va-t-elle chercher à s'en débarrasser pour renforcer ses liquidités. Elle peut alors revendre ces créances à quelqu'un qui a trop de liquidités et qui accepte de supporter le risque de la défaillance de l'emprunteur en achetant la créance à un prix inférieur à sa valeur nominale. Mais ces transactions sont beaucoup plus faciles si les créances sont "titrisées"....

Pour cela, elle va regrouper l'ensemble de ces prêts, en mêlant dans un pot commun les prêts à haut risque et ceux à faible risque, ceux à faible rendement et ceux à forts taux d'intérêt; elle va ensuite lancer l'opération « titrisation » qui consiste à émettre des valeurs cotables sur les marchés financiers pour que des fonds de pension ou d'autres investisseurs les acquièrent en espérant gagner de l'argent sur ces titres, qui peuvent être des obligations garanties par ces prêts. Ainsi, vous, particulier, pouvez sans le savoir avoir de tels titres si vous avez acquis des OPCVM et des SICAV.

Tout va bien tant que les emprunteurs, majoritairement, remboursent. Mais, si comme

aux USA, les défaillances se font très nombreuses alors... l'offre de vente est trop forte, le prix des maisons baissent, les banques ne peuvent assumer leurs charges, les investisseurs reculent ne voulant surtout pas prendre de risque, d'où moins de liquidités, moins de prêts possibles, etc... c'est la crise dite des « subprimes ».

Bilan: plus de 2,5 millions de foyers américains ont perdu en quelques semaines tous leurs biens; les obligations émises ont baissées dans le même temps de plus de 30%, des banques françaises croyant réaliser sur le dos des emprunteurs des opérations juteuses ont, au contraire perdu des milliards d'euros, des banques américaines sont en faillite, etc.

Peut-on se satisfaire d'un tel système qui reste l'une des dernières créations du système capitaliste, oh combien fragile, même si la titrisation porte sur les risques assuranciers d'AXA, par exemple ?

Jacques QUEDEVILLE

Echec du sommet de la FAO à Rome

Ce sommet, assez unique dans l'histoire de la FAO, s'est clôturé par un échec total.

Plus de 50 chefs d'Etat et de gouvernement se sont réunis pour discuter de solutions concrètes à apporter à l'effroyable massacre quotidien de la faim, qui s'aggrave encore avec l'explosion des prix mondiaux des matières premières agricoles depuis cinq ou six mois. Le résultat de cette conférence est totalement scandaleux (dixit Jean Ziegler, rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation à l'ONU).

L'intérêt privé s'est imposé, au lieu de l'intérêt collectif

Les grandes décisions qui auraient dû être prises ont laissé place à des bonnes intentions qui se contentent de reprendre les Objectifs pour le Millénaire du Développement (OMD) : réduire de moitié le nombre de personnes qui ont faim d'ici 2015.

Hypocrisie totale, quand on sait que depuis 1996, le nombre de personnes souffrant de faim et de malnutrition augmente tous les ans.

Selon la FAO, il y avait l'année dernière 854 millions de personnes gravement et en permanence sous-alimentées. Sans compter les 6 millions d'enfants morts de faim. Et il pourrait y avoir 100 millions de personnes de plus à tomber dans la sous-alimentation grave

et permanente à partir de maintenant à cause de l'explosion des prix.

Pour Jean Ziegler, il aurait fallu :

- L'interdiction totale de brûler de la nourriture pour en faire des biocarburants.
- Retirer de la Bourse la fixation des prix des aliments de base et instaurer un système excluant le gain spéculatif.
- Que le FMI, notamment, donne la priorité absolue aux investissements dans l'agriculture vivrière dans les pays les plus pauvres.

Sont accusées :

- **les politiques commerciales des pays riches** : Etats-Unis, Canada, Australie et Union Européenne : les Nations Unies ont recommandé de lever les barrières commerciales, les embargos et les subventions pour enrayer la crise alimentaire qui menace le Monde. Mais le sommet en est resté à des déclarations d'intentions sans suite...
- **les grandes sociétés multinationales.** Dix sociétés multinationales contrôlent actuellement 80 % du commerce mondial des aliments de base mais elles ne sont pas la Croix-Rouge et ne sont pas en charge de l'intérêt collectif.

Comme le déplore le Daily Nation de Nairobi :
« **Le monde entier a discuté pendant trois jours à Rome, mais a finalement laissé 950 millions d'humains sur leur faim...** »

Jean-François GAUDONEIX



AlterTour, pour une Nature sans dopage dans l'Hérault les 26/27 juillet

Cet été il n'y aura pas que la plage, pas que le tour de France à la télé, pas que la chaleur étouffante dans les villes et le soleil de plomb dans les vignes...

Cet été, du 3-28 juillet, il y a la première édition de l'**AlterTour de la Biodiversité Cultivée**

pour une Planète Non-dopée (un Tour cycliste familial en relais, solidaire pour une Nature sans dopage)

L'Altertour, c'est...

- **une boucle de 2 700 km, dont 480 km de Voies Vertes, parcourue en relais de 15 Km.**
 - **200 organisateurs mobilisés dans 10 régions,**
 - **1600 cyclistes en relais sur 24 étapes,**
 - **40 événements locaux,**
 - **6 000 visiteurs sur 40 sites d'animations,**
 - **18 organisations partenaires (dont attac)**
- tout au long du parcours il y aura des **manifestations éducatives et festives** (à chaque demi-étape, sont prévus des conférences, expositions, films et visites...) et des **Contrôles inopinés anti-dopage** (Collecte de feuilles de maïs le long du parcours, tests de détection de gène(s) modifié(s) avec un kit-bandelettes),

Comment devenir altercycliste?

Comment participer à la campagne internationale "2008 : Année de Bannissement des OGM" ?

Il vous suffira d'emprunter une altercyclette sur quelques kilomètres avant de passer le relais à un autre altercycliste (vous saisissez le principe ?)

Mais même si vous ne souhaitez pas pédaler sous le soleil, il est vivement recommandé d'accueillir et rencontrer l'altertour lors des trois dernières étapes

Samedi 26 Juillet

.Castelnaudary : 10h Exposition en plein-air sur les OGM en plein-air

.Carcassonne : 13h "Fanfare du Minervois"

.Laure-Minervois : 16h "Viticulture et Traction animale"

Jean-Baptiste Labadie, Accueil Paysan Exposition photo dans le chai sur la résistance internationale aux OGM en plein-air

.Olonzac : 20h30 – 22h30 Festival sur péniche Convivencia

Dimanche 27 Juillet

.d'Olonzac, via Minerve, le col de Serrières, jusqu'à Courniou (pause piquenique)
.puis Courniou, Olargues, Bédarieux, jusqu'à Lodève

des Témoignages sur 30 ans de résistances régionales (sur la "Préservation du site du lac Salagou" avec des représentants de PAIS, sur les "Résistance cultivée à la sécheresse" avec Pascal Poot, *Conservatoire de la tomate*, sur le "Produire et consommer autrement", les méthodes d'écoculture (Agri-foresterie associé, Bois Raméal Fragmenté, Association pour le maintien de l'Agriculture Paysanne) Didier Vidal, *Ferme du Trescalan*) et nationales (De l'Humus à l'Humain: Pour une insurrection des consciences" avec Pierre Rabhi du *Mouvement pour la Terre et l'Humanisme*, "Contre une invasion commerciale et génétique" avec Jean-Baptiste Libouban, *Faucheurs Volontaires*, "Le Larzac : l'histoire d'une résistance" avec paysannes et paysans du Larzac...) et à **22h** le Grand spectacle de clôture du Festival des Voix de la Méditerranée

enfin le Lundi 28 Juillet l'altertour ira jusqu'à Villeneuve-lès-Maguelone : avec Final au bord des étangs, avec La *Caravane des Arts Singuliers*, les Guerriers de l'Arc-en-ciel, une vente à la chandelle des *Altercyclottes* qui auront parcouru 3000 km, une exposition d'Art plastique sur les thèmes développés pendant l'*Altertour*, de nombreux stands... et la suite des "Témoignages sur 30 ans de résistance" à l'international (avec Susan George, *Attac*, Ruben Bossendju, *GRETO*, José Bové, *Via Campesina*, Clare Westwood et Vandana Shiva...) Voir site

Web : <http://altercampagne.free.fr/pages/2008/AlterTour/base.html>

Alain FAURE

La libre circulation des capitaux va coûter 5 milliards d'euros... au contribuable

Alors que l'État détruit la fonction publique pour "réduire les dépenses publiques", il va devoir mettre sur le tapis près de 5 milliards d'euros revendiqués par différentes entreprises.

La cour administrative d'appel de Versailles a confirmé le 8 avril dernier deux jugements

condamnant l'Etat à rembourser 156,065 millions d'euros à Accor et 13,759 d'euros à Rhodia. Cet arrêt condamne la taxation des dividendes versés par les filiales européennes à leurs sièges en France, car il serait "contraire au principe de libre circulation des capitaux". Selon notre confrère La Tribune, "l'État, donc le contribuable, va devoir rembourser entre 3 et 5 milliards d'euros à de grandes entreprises", certaines du CAC 40 !

(d'après l' « Humanité » du 13 juin)

AGENDA AGENDA AGENDA

- .partout en France du 14 au 22 juin, Bienvenue à Speculand (voir le site : speculand.com)
- 26- 27- 28 juillet l'Alter Tour est dans l'Hérault (voir article)
- Du 1er au 6 août, à Sarrebruck, l'Université d'été européenne des Attac d'Europe
- .Du 18 au 21 août, pour explorer de nouvelles pratiques militantes, près de Toulouse l'Alter village
- .Vendredi 22 août 20h, partout Fêtons les 10 ans d'Attac ! C'est l'occasion de renouveler son adhésion.
- .22- 26 août, à Toulouse l'Université citoyenne d'Attac
- .17 au 21 septembre, à Malmö, Forum Social Européen
- .20, 21 septembre, Annecy, « rassemblement pour une PAC légitime »
- .25 septembre Attac Béziers reçoit Pierre Khalfa (membre du Conseil scientifique d'Attac)
- .17-18-19 octobre à Paris, « contre sommet Migration et développement »
- .13 novembre, Attac Béziers reçoit Jean-Marie Harribey co-président d'Attac France
- .6-7 décembre à Paris contre sommet « Energie et Climat »